



Conseil économique et social

Distr. générale
3 décembre 2018
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Soixante-troisième session

11-22 mars 2019

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la vingt-troisième session
extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée
« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration présentée par la New Japan Women's Association, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Depuis sa création en 1962, la New Japan Women's Association, qui compte 130 000 membres dans tout le Japon, œuvre pour l'abolition des armes nucléaires, en faveur des droits des femmes et des enfants et pour la solidarité des femmes du monde entier au service de la paix.

Réduction des dépenses de sécurité sociale et aggravation des disparités et de la pauvreté

Au Japon, la pauvreté des femmes est devenue un problème social majeur ; la situation est particulièrement préoccupante pour les enfants, les familles dirigées par des mères célibataires et les femmes âgées.

Pour aider les enfants qui n'ont pas suffisamment à manger ou doivent manger seuls, des organisations de femmes comme la New Japan Women's Association, des groupes de la société civile et des volontaires ont mis en place plus de 2 000 « cafétérias pour enfants » dans tout le Japon. Derrière cette initiative, transparait une dure réalité : plus de 50 % des familles dirigées par des mères célibataires vivent dans la pauvreté.

Soixante pour cent des femmes actives au Japon occupent des emplois non réguliers ; le salaire des femmes est inférieur de moitié à celui des hommes, et près de la moitié gagnent moins de 2 millions de yen (soit 17 770 dollars) par an. L'écart de salaire entre les femmes et les hommes entraîne nécessairement un écart dans leurs pensions de retraite. En l'absence d'un système de pension minimale garantie, la pauvreté reste un problème d'une importance vitale pour les femmes âgées. Les réductions des pensions de retraite et des prestations sociales conjuguées à l'augmentation des primes d'assurance médicale, du coût de prise en charge des personnes âgées et des frais afférents aux services de soins pèsent lourdement sur les personnes âgées ; en conséquence, 54 % des femmes âgées vivant seules sont pauvres. Le faible niveau des salaires et des pensions de retraite empêche les femmes d'être indépendantes sur le plan économique. À l'opposé, les grandes sociétés ayant plus de un milliard de yen de capital (soit 8,82 millions de dollars) ont augmenté leurs réserves internes au niveau record de 425 800 milliards de yen (soit 3 780 milliards de dollars) ; nous exhortons ces sociétés à assumer leur responsabilité sociale en utilisant leurs énormes bénéfices pour augmenter les salaires des travailleurs.

L'augmentation de la pauvreté et l'aggravation de l'écart de revenu s'expliquent par la mise en œuvre de réformes structurelles néolibérales, la déréglementation et la privatisation étant encouragées au nom d'une « plus grande efficacité » et de l'idée que chacun doive assumer financièrement les services dont il a besoin, ce qui a entraîné une réduction des services sociaux, notamment des services de garde d'enfant, de prise en charge des personnes âgées et de soins médicaux. Le fardeau de l'éducation des enfants et de la prise en charge des personnes âgées est de plus en plus imposé aux familles, en particulier aux femmes, et il y a eu une augmentation rapide du nombre de personnes contraintes de quitter leur emploi pour prendre soin de membres de leur famille malades ou âgés. La sécurité sociale étant un droit reconnu par la Constitution, nous demandons au Gouvernement d'améliorer les services sociaux au lieu de faire peser cette responsabilité sur les gens.

Les membres de la New Japan Women's Association dans tout le Japon ont demandé aux membres de la Diète de s'opposer aux projets de loi visant à réviser le système de sécurité sociale, chaque fois que de tels projets leur étaient soumis. Ils font également connaître aux municipalités et aux administrations locales les conditions réelles des personnes qui prennent en charge les personnes âgées, les personnes malades et les enfants, ainsi que les souhaits les plus pressants de celles et

ceux qui utilisent ces services ou qui en ont besoin, le but étant d'en améliorer la qualité.

La vie comme priorité absolue : des fonds pour la prévention des catastrophes, la climatisation dans les écoles et les prestations sociales

Au cours de l'été 2018, le Japon a connu une vague de canicule avec des températures record, que l'agence météorologique a qualifiée de catastrophe naturelle. La plupart des salles de classe n'étant pas équipées de climatiseurs, cette vague de chaleur a mis en danger la santé des enfants. Le pays a aussi été frappé par de nombreuses autres catastrophes, dont plusieurs semaines de pluies torrentielles imprévues et sans précédent, des typhons et des séismes, qui ont eu de graves conséquences sur la vie des gens et l'économie des régions touchées. Au motif que la vie est la priorité absolue et qu'il faut protéger les enfants, la New Japan Women's Association demande aux municipalités d'installer des climatiseurs dans les salles de classe et de réexaminer les mesures de prévention des catastrophes. L'Association a également adressé une pétition au Ministère de l'éducation, demandant à l'État de prendre ses responsabilités en faisant face à la situation et obtenu que le Gouvernement alloue un budget supplémentaire de 935,6 milliards de yen (soit 8,75 millions de dollars) aux municipalités, afin de les aider à équiper les salles de classe de climatiseurs.

En 1980, l'Association a engagé un mouvement en demandant à ce que les dépenses militaires soient réduites et les fonds utilisés pour améliorer la qualité de vie, les prestations sociales et l'éducation. À présent que de plus en plus de pays signent le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires adopté par l'Organisation des Nations Unies en juillet 2017, qui est en bonne voie pour être ratifié, et que la situation dans la péninsule coréenne évolue positivement, des efforts étant faits pour parvenir à la paix par le dialogue, l'Association s'engage plus que jamais à renforcer le mouvement.

Mobilisation des femmes pour une société débarrassée du harcèlement sexuel

Alors que le mouvement #MeToo (#MoiAussi) se répandait dans le monde, les femmes japonaises ont protesté, elles aussi avec colère, contre les actes de harcèlement sexuel et les propos et comportements sexistes dont se rendent coupables les responsables politiques et les bureaucrates, et contre les cas de discrimination dont ont souffert les étudiantes aux examens d'admission de l'une des plus prestigieuses facultés de médecine du pays et de nombreux autres établissements, qui ont récemment fait scandale. Les femmes se mobilisent pour transformer la société et la débarrasser du harcèlement sexuel et des discriminations fondées sur le genre.

Le Japon a chuté à la 114^e place sur 144 pays dans le Rapport sur l'écart entre les sexes dans le monde de 2017, son plus mauvais score jusqu'à présent, et reste donc à la traîne par rapport aux autres pays développés. La principale cause de ces mauvais résultats est la sous-représentation des femmes dans la sphère politique et leur position économique inférieure, qui découle de l'écart de rémunération persistant entre les femmes et les hommes et du faible nombre de femmes occupant des postes de direction. C'est dans ce contexte que de plus en plus de femmes commencent à exprimer une colère et une frustration longtemps réprimées.

La New Japan Women's Association a publié des propositions urgentes visant à créer une société sans harcèlement sexuel, enjoignant l'ensemble de la société à reconnaître que le harcèlement sexuel constituait une violation grave des droits de l'homme et à parvenir à un consensus sur son élimination, notamment grâce à une législation interdisant le harcèlement sexuel et à des cours de formation sur le sujet. Au niveau local, les membres de l'Association portent ces propositions à l'attention

des autorités municipales et locales afin d'en discuter avec elles. Dans le cadre de nos activités sur le terrain, nous nous rendons dans les magasins de proximité afin de leur demander d'arrêter de vendre des magazines pornographiques dans lesquels les femmes ne sont représentées que comme des objets sexualisés. Une chaîne locale et quelques magasins ont accédé à cette demande.

L'autonomisation des femmes et l'égalité des genres sont essentielles à la réalisation des objectifs de développement durable, qui est le défi partagé de la communauté internationale. La New Japan Women's Association continuera : d'agir en faveur de la sécurité sociale et des services sociaux, afin de garantir des conditions de vie et un travail décent pour tous, la responsabilité première devant être assumée par l'État ; de prôner la révision des politiques économiques néolibérales qui ont aggravé les inégalités et la pauvreté, du point de vue des questions de genre et des droits de l'homme ; de demander que les fonds consacrés aux dépenses militaires soient réattribués de façon à améliorer les conditions de vie et les moyens d'existence des gens.
